

**Réunion des ministres de l'intérieur
du G6 - Déclaration de Mme
Jacqueline Gourault, ministre
auprès du Premier ministre,
ministre de l'intérieur, prononcée
lors de la conférence de presse à
l'issue du G6**
(Lyon, 09 octobre 2018)

- Seul le prononcé fait foi -

Mesdames et Messieurs,

Cette réunion des ministres de l'intérieur du G6 sous présidence de la France vient donc de s'achever.

La rencontre était d'abord présidée par le Premier ministre hier soir, puis par moi-même aujourd'hui.

Je me réjouis que tous les gouvernements invités du G6 aient bien pu être représentés, y compris les Etats-Unis, avec M. le procureur général et Mme la secrétaire-adjointe à la sécurité intérieure, ainsi que le ministre de l'intérieur du Maroc qui nous a également fait l'honneur d'être parmi nous hier et aujourd'hui.

Chacun des ministres ici présents pourra bien sûr intervenir s'il le souhaite en complément de ma propre intervention.

*

Mesdames et Messieurs,

Nous avons d'abord évoqué lors de ce G6 les questions migratoires, à la préfecture du Rhône hier. Nous avons, entre gouvernements du G6, vous le savez, des approches parfois différentes sur ce sujet.

Et bien malgré cela, nos débats ont été très utiles pour identifier des points de convergence très clairs.

D'abord, nous sommes tous d'accord pour mieux nous coordonner pour renforcer notre coopération avec les pays de départ des migrants, mais aussi avec les pays de transit, notamment les pays de la rive Sud de la Méditerranée, en particulier le Maroc. Nous devons leur fournir un soutien accru, y compris à leurs garde-côtes, afin qu'ils puissent recueillir les migrants qui s'apprêtent à partir en mer au péril de leur vie, et les ramener sur leurs côtes.

Ensuite, nous avons bien sûr évoqué la question des sauvetages effectués en Méditerranée. Lorsque les débarquements s'effectuent en Europe, les pays dont les ports accueillent les débarquements doivent faire l'objet d'une solidarité renforcée de l'ensemble des autres Etats membres. Cette solidarité doit être obligatoire pour tous, mais ses modalités pourraient être différenciées.

Enfin, s'agissant de la gestion de l'asile en Europe, nous sommes tous d'accord pour tout mettre en oeuvre pour faire aboutir les négociations en cours. Nous devons nous doter d'un système robuste et efficace qui permette d'accorder la protection aux réfugiés véritablement menacés dans leurs pays, mais aussi de reconduire efficacement les autres.

Ces débats ont donc été très utiles en vue de la réunion du Conseil des ministres de l'intérieur de l'UE, à 28 Etats membres donc, qui se tiendra vendredi à Luxembourg.

*

Mesdames et Messieurs,

Lors de la journée d'aujourd'hui, nous avons évoqué les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme, qui nous concernent tous, en particulier la gestion du retour des combattants terroristes étrangers en Syrie et en Irak qui ne seraient pas morts au combat, alors que les groupes djihadistes sont désormais acculés sur le terrain.

*

Ce midi, nous avons pu évoquer la situation au Sahel, où la situation sécuritaire reste préoccupante. L'attaque contre l'ambassade de France à Ouagadougou en mars dernier, ou encore l'embuscade mortelle contre les forces américaines au Niger, en octobre 2017, ont rappelé que nos intérêts directs qui ont été la cible du terrorisme. Mais les populations de la région sont les premières à subir ces actions terroristes, qui se nourrissent de trafics d'armes, de stupéfiants, et de plus en plus du trafic de migrants. Le message de la France était donc de mobiliser nos partenaires du G6 sur cette situation pour renforcer notre appui aux forces de sécurité des pays de cette région, aux portes de l'Europe.

*

Enfin, c'est le sujet de l'emploi d'internet à des fins terroristes qui a été traité cet après-midi. Toute action terroriste est aujourd'hui liée à internet, que ce soit pour recruter, préparer, communiquer, échanger des informations techniques, revendiquer.

Ces contenus terroristes en ligne doivent être supprimés : internet ne peut être une zone de non-droit. C'est pourquoi la France a demandé il y a quelques mois à la Commission qu'elle présente un projet de législation européenne pour sanctionner les opérateurs de l'Internet qui ne retireraient pas les contenus terroristes en moins d'une heure. C'est chose faite, le Commissaire vient de présenter le texte proposé en ce sens. La discussion a par ailleurs permis de faire un point des efforts des entreprises de l'internet à ce stade, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis, où sont localisées un grand nombre de plateformes du web.

*

C'était donc une réunion extrêmement constructive, qui nous a permis, nous, pays du G6, de nous mobiliser sur les grands sujets qui occupent aujourd'hui nos concitoyens, et de dégager des pistes d'action claires pour renforcer leur sécurité.

Je vous remercie./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)